

*Article 31 du Règlement*

[Traduction]

**LA SEMAINE NATIONALE DES COOPÉRATIONS**

**M. George S. Rideout (Moncton):** Comme tout le monde le sait, monsieur le Président, c'est la Semaine des coopératives. Quelle meilleure occasion pour le gouvernement de corriger en cette semaine spéciale un grave tort causé au mouvement coopératif.

La TPS donne en effet aux coopératives un désavantage marqué par rapport à leurs concurrents. Toutes les contributions à l'avoir des coopératives seront taxées. Il n'en est rien pour leurs concurrents.

Les services fournis par les coopératives-mères aux coopératives locales seront taxés, ce qui n'est pas le cas pour les autres commerces similaires au détail. Pour vous donner un exemple, la société Co-Op Atlantic estime que les effets de la TPS entraîneront pour elle un déficit concurrentiel de 1,3 million de dollars par année. Ces règles du jeu inéquitables auront des répercussions astronomiques pour les coopératives. C'est injuste.

La meilleure solution consisterait pour le gouvernement à retirer son projet de taxe sur les produits et services. Ou il devrait tout au moins supprimer les effets négatifs de la TPS pour les coopératives. En cette Semaine nationale des coopératives, les milliers de personnes qui travaillent pour les coopératives canadiennes ou qui en dépendent attendent la réponse du gouvernement.

\* \* \*

**LA PORNOGRAPHIE**

**M. Lee Clark (Brandon—Souris):** Monsieur le Président, ces dernières semaines, je me suis fait le porte-parole d'un bon nombre d'habitants de Brandon—Souris pour exprimer au Parlement mes préoccupations au sujet de la vente répandue de publications pornographiques dans lesquelles l'exploitation sadique de femmes et d'enfants est monnaie courante.

Je voudrais donc vous faire part d'un récent jugement en Ontario dans lequel le juge Hugh Locke de la cour de district a condamné à une peine sans précédent de six mois d'incarcération et à une amende de 25 000 \$ une personne que le *Globe and Mail* de Toronto a décrit comme un «vendeur de pornographie». Selon l'édition du *Globe and Mail* du 21 août 1990, les publications en question contenaient des «insultes raciales et encourageaient des pervers à avoir des relations sexuelles avec des enfants et à commettre des actes d'inceste, de viol et de violence».

À une époque où bien des gens soutiennent que le pouvoir judiciaire est souvent trop indulgent, beaucoup de mes électeurs applaudiront avec enthousiasme la sentence prononcée par le juge Locke.

\* \* \*

**LA SEMAINE NATIONALE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE**

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, un autre Canadien, Richard Taylor, a obtenu le prix Nobel de physique. Nous devrions en être fiers, mais comment empêcher que cette fierté ne soit tempérée par le regret et l'humiliation de voir qu'il a obtenu ce prix en travaillant aux États-Unis. Pourquoi? Parce que la maigreur de l'aide que l'on accorde à la science empêche que des gens comme lui travaillent ici.

Alors que le gouvernement conservateur continue à nous sortir ses platitudes sur la recherche et le développement, il ne fait pas grand-chose. La science de ce pays en souffre et des milliers de travailleurs canadiens également parce que les emplois industriels, qui ne peuvent être sauvés que par la haute technologie, s'envolent définitivement pour le Mexique et les États-Unis.

Le prix de M. Taylor, aussi mérité et prestigieux qu'il soit, ne fait que nous rappeler une fois de plus ce que disait un des titres du *Ottawa Citizen* de ce matin: «Nous sommes en retard et nous ne cessons de perdre du terrain dans le domaine des sciences et de la technologie—mais personne ne semble s'en soucier.»

Canada, bonne Semaine nationale des sciences et de la technologie.

\* \* \*

**LA JOURNÉE DE LA PERSONNE**

**M. Ken Hughes (MacLeod):** Monsieur le Président, je tiens à rendre hommage aujourd'hui à toutes les femmes de l'Alberta, et tout particulièrement à deux d'entre elles qui habitaient des localités situées dans ma circonscription de MacLeod.

Nous célébrons aujourd'hui le 61<sup>e</sup> anniversaire de la décision du Conseil privé qui reconnaissait les femmes comme des «personnes» aux yeux de la loi, sous le nom de l'affaire «Personne».

En 1917, Louise McKinney, qui habitait Claresholm, devenait la première députée à siéger dans une assemblée législative du Commonwealth.